

À propos de ce numéro et de la « préparation des régionales »

Ce numéro de *Carré rouge* se situe dans une grande continuité avec le numéro 41. Il confirme la voie dans laquelle nous nous sommes engagés au fil des discussions que nous avons eues, notamment depuis un an, dans les réunions plénières comme dans celles du comité de rédaction. Cette voie peut avoir quelque chose de déroutant pour certains lecteurs. En effet, elle est marquée par l'interrogation et l'incertitude. Les articles se terminent moins par des conclusions fermes que par l'appel à l'approfondissement des analyses théoriques et politiques et à la discussion. Il n'y a pas que dans les réunions de *Carré rouge* que de telles interrogations s'expriment. C'est le fait de la plupart des sensibilités politiques « non-organisées ». Notre seule originalité est de chercher à donner une expression écrite aux nôtres, et à nous efforcer de sortir coûte que coûte une revue, même au prix de difficultés et d'une irrégularité croissantes dont les lecteurs se seront rendu compte. Une expression criante de ces difficultés est l'absence dans ce numéro de tout article sur ce qui se passe ailleurs dans le monde. Plusieurs articles ont clairement le caractère d'explorations. C'est le cas pour l'article de Samuel Holder à propos de la multitude de grèves locales, de luttes isolées, qui se sont produites depuis l'hiver et continuent à éclater. Dans leur écrasante majorité, celles-ci ont été très, très faiblement médiatisées,

parfois pas médiatisées du tout. Il y a quelques exceptions, dont Continental est la plus notable et la plus importante, mais il n'y a pas plus d'une quinzaine de luttes ainsi médiatisées. Samuel Holder cherche à comprendre aussi bien où en sont les travailleurs licenciés que ceux, extrêmement précarisés, qui ont toujours un emploi. Le caractère exploratoire est plus net encore dans l'article de réflexion de Denis Paillard et François Chesnais au sujet de l'autocollant *Rêve générale* vendu et arboré par milliers dans les manifestations en France. Derrière le titre « Des suicides, non des assassinats », on trouvera dans l'article d'Yves Bonin, non seulement une caractérisation des morts chez France Télécom, Peugeot et Renault, mais un effort de reprise de la réflexion sur la transformation des formes d'exploitation vécues par les travailleurs, commencée à l'occasion d'articles déjà assez anciens publiés à propos des recherches de Stéphane Beaux et de Michel Pialoux.

L'article de Louis Gill, lui, fait le point sur le moment de la crise économique et sur le sens des « résultats » de la réunion du G20 à Pittsburg. Il fait le pronostic d'une crise très longue, en raison de la capacité qu'ont les bourgeoisies oligarchiques d'en contenir les effets, mais non de la surmonter, c'est-à-dire de trouver une « sortie de crise » au sens d'un dynamisme de l'accumulation retrouvé. Le chômage va donc continuer à augmenter et les

gouvernements, dont celui de Sarkozy, se considérer en situation de force pour accélérer les réformes. La situation des travailleurs va donc continuer à être extrêmement difficile. Ces derniers ne sont pas passifs, comme les articles mentionnés ci-dessus cherchent à le montrer. Ils ont parfaitement compris que leur avenir et celui de leurs enfants sont en jeu. Mais ils se sont heurtés une fois de plus à l'obstacle qui continue plus que jamais à les impuissant. Pour agir, la bourgeoisie dispose d'instruments de centralisation et des fortes capacités de frappe qui sont celles de l'appareil d'État, des organisations patronales et du contrôle des médias. Les travailleurs ne possèdent rien de semblable. Ils doivent au contraire faire face à des forces de désorganisation de toute pensée résistante, et à des forces de dislocation de l'action venant de la coopération étroite des directions syndicales avec le patronat et l'État, ainsi que de la dégénérescence de leurs anciens partis.

C'est ici qu'il faut reconnaître l'autre composante de la voie dans laquelle nous nous sommes engagés. Dans cette voie il entre une part de refus. Elle est sans doute même allée croissant. Nous sommes incapables, ou plus exactement nous nous refusons à la forme de résignation à laquelle, bon gré mal gré, Denis Sieffert appelle les lecteurs de *Politis* dans son éditorial du 12 novembre 2009 : « *le test électoral étant dans nos pauvres démo-*

craties le moment structurant du paysage politique, ce qui se fera ou ne se fera pas dans la perspective du prochain scrutin (les régionales) déterminera aussi, et pour longtemps, les contours d'une gauche qui est à réinventer ». L'état de la démocratie en France, comme dans tous les pays à quelques nuances près, est effectivement extrêmement grave, sur le plan des libertés politiques et des libertés individuelles, comme sur celui de la concentration du pouvoir entre les mains d'une oligarchie, dont le noyau dur est, en France, constitué des groupes vendeurs d'armes et de centrales nucléaires, des médias qu'ils contrôlent et du personnel politique qu'ils ont sélectionné pour occuper la tête de l'appareil d'État.

Reconnaître l'état dans lequel la démocratie est tombée suppose à notre avis deux choses. La première est de mener un travail théorique aussi poussé que possible sur les processus qui y ont conduit. Nous avons commencé à nous y atteler dans des articles publiés depuis 2007. La conversation avec Pierre Dardot et Christian Laval autour de leur livre, *La Nouvelle raison du monde*, qu'on lira dans ce numéro en est un prolongement, tant ce livre nous semble une lecture incontournable pour quiconque cherche à comprendre le processus de « dé-démocratisation ». La seconde serait d'utiliser les élections dans l'unique but « d'expliquer, expliquer et encore expliquer », conseil pressant et sage de Lénine qu'il paraît particulièrement nécessaire de suivre. En plein sarkozysme, il y a là en fait une question de principe. On peut me rétorquer que cela « se discute ». Je ne vais pas y insister ici, mais faire simplement appel à la lucidité. J'interviens donc dans la discussion entamée par

Patrice Chaudron avec Yves Bonin pour lui dire ma préoccupation, qui est celle aussi de beaucoup de militants, ayant ou non pris leur carte du NPA. Le processus de formation du NPA, il y a tout juste un an, a suscité un grand intérêt et des espoirs qui sont allés bien au-delà de celles et ceux qui y ont adhéré. Certains ont dénoncé ces espoirs comme des illusions. L'orientation choisie par sa direction de faire elle aussi du « moment électoral » un moment structurant va peut-être donner raison à ces derniers. L'orientation paraît être commandée par l'idée que le NPA aurait la force suffisante, sinon pour imposer au PCF l'abandon de sa politique d'alliance avec le Parti socialiste, en tout cas pour arracher le Parti de gauche et les autres formations et regroupements présents à Saint-Denis au PCF, de façon que se forme un bloc politique nouveau dont le NPA serait l'un, sinon le pilier. J'utilise le conditionnel car les documents d'orientation tant soit peu « stratégiques » ont disparu avec la dissolution de la LCR, mais c'est ce que j'ai cru entendre dans des interventions des dirigeants à l'Université d'été. Incapable de tirer les leçons de l'échec aux élections européennes, la direction du NPA s'est engagée dans l'aventure encore plus difficile des régionales.

Sur le terrain électoral, la seule chose qui compte, c'est « Combien de divisions ? », c'est-à-dire combien d'électeurs dont une organisation peut se dire et affirmer publiquement qu'elle est capable d'obtenir et d'orienter le vote. Dans le seul texte de bilan des européennes à ambition un peu « stratégique » que j'aie vu passer sur Internet, Samy Johsua a expliqué assez clairement les mauvais résultats

aux européennes, mais il a aussi introduit une idée très dangereuse, celle de « l'électorat potentiel » du NPA : « L'échec de la vague de luttes de l'hiver (notre baisse dans les sondages est absolument concomitante de la prise de conscience de ceci dans le peuple). Et puis l'abstention massive dans notre électorat potentiel, sans que nous parvenions à la combattre. Mais cela signifie a contrario que le potentiel est important si nous parvenons à mobiliser. Il faut y ajouter l'hostilité générale qui s'est imposée à notre égard dans la sphère politico-médiatique ». L'idée d'un « électorat potentiel à mobiliser » me paraît une pure aberration. Sa principale originalité, la seule qui méritait vraiment de saluer la formation du NPA et de faire un pari sur son avenir est (a été ?) l'intérêt et les espoirs soulevés dans la jeunesse des quartiers populaires. Un certain nombre de jeunes des « quartiers » sont allés voter en mai 2007. Ils ne le feront plus de sitôt. L'abstention massive de la jeunesse dont les parents sont des travailleurs va se doubler de celle de leurs parents. Mais le fait principal, c'est qu'il y a de moins en moins de choses dans l'activité et les tracts du NPA qui soit dirigé vers eux. Dans le même temps, la direction n'entreprend rien pour engager une discussion de fond sur le moment historique, sur les transformations profondes du régime politique, sur la nécessité d'être aux aguets pour reconnaître la résistance des travailleurs dans sa nouveauté et leur apporter de l'aide. La fascination pour le « moment électoral » a mis en péril l'intérêt et les espoirs exprimés l'an dernier. Elle crée une obligation de plus de poursuivre l'activité de *Carré rouge* dans la voie que nous avons peu à peu empruntée.